

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET NOS TACHES

présenté par le secrétaire général à la 11ème session du Comité Central du PCML
(Suite et fin) Voir pages 5 et 6

Samedi 17 et dimanche 18 novembre 1979 - No 1 169

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 224 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

CAMBODGE

**A l'ONU, 91 pays
pour le « retrait immédiat »**

Condamnation accrue
de l'invasion vietnamienne

Voir page 2

NAVIGATION AERIENNE

Situation tendue

La situation dans la navigation aérienne s'est brusquement tendue jeudi 15 novembre. En effet, dans la nuit du 14 au 15 novembre, des fourgons de CRS et de gardes mobiles pénétraient dans les enceintes des centres de contrôle régionaux d'Aix-en-Provence, de Brest et de Bordeaux.

Prévenus en pleine nuit par les équipes travaillant, les militants syndicaux venaient aux nouvelles. Au petit matin, à la relève, un grand nombre de travailleurs se rassemblaient dans les centres pour discuter de la conduite à tenir. Et puis dans la matinée, une nouvelle se propageait. La direction avait essayé, la veille, au centre de contrôle régional d'Atthis Mons, de faire des listes nominatives de postes à tenir pendant les actions d'arrêt de décollage. Ainsi, elle se donnait les moyens d'avoir des noms à mettre sur la liste des sanctionnés (mise à pied de huit jours pour commencer).

Mais les personnels revenant de l'assemblée générale d'Atthis Mons qui avait regroupé 250 personnes et venait de voter la poursuite de l'action à la quasi-unanimité jusqu'au lundi 19, ont empêché par leur détermination de telles manœuvres. Dans la journée du 15, dans les quatre centres de contrôle régionaux, les ingénieurs de l'encadrement ont refusé de remplir les listes nominatives affirmant ainsi leur solidarité active.

A Bordeaux, le chef du centre fut séquestré pendant quelques heures. A Paris, plus de 40 ingénieurs ont cessé le travail pendant deux heures, etc. Dans la soirée, aucune liste nominative de poste à tenir n'avait été appliquée dans le centre. Le mouvement restait collectif et le piège de l'administration était déjoué. Cependant, une autre nou-

velle arriva : renforcement des forces de police autour des centres de Bordeaux, de Brest et d'Aix-en-Provence.

Puis, on apprit que ceux qui prenaient le travail demain avaient reçu un télégramme spécifiant le secteur de contrôle qu'ils devaient tenir. Ainsi, s'il y a un arrêt des décollages à tel endroit, on sait d'avance qui y travaille... La direction accentue ses mesures répressives et cherche à isoler notre mouvement :

— Isolement des contrôleurs par rapport aux autres catégories de travailleurs de l'aviation civile en lutte, les techniciens, les électroniciens, ou les ingénieurs par l'intermédiaire de la presse, de la télévision et de la radio qui ne parlent que des contrôleurs.

— Isolement des contrôleurs des quatre grands centres régionaux par rapport à ceux des aéroports ;

— Isolement des individus par rapport à la masse en grève. C'est une pratique bien connue.

Pour le moment, cela ne semble pas faire fléchir le mouvement. Il se peut que pour éviter des « otages » (licenciements), le mouvement qui est fort aujourd'hui fasse un repli tactique. Mais sur le fond, la combativité n'a jamais été aussi grande. D'autant plus que nous avons appris les témoignages de solidarité du personnel en chômage technique de la TAT (Touraine Air Transport). Le gouvernement veut la peau des travailleurs de l'aviation civile. C'est vrai que s'ils restent seuls, ça va être long et dur. Mais au fond, ne luttent-ils pas eux aussi contre le plan Barre et l'austérité ?

Alors pourquoi ne seraient-ils pas rejoints par d'autres travailleurs des secteurs du transport ? Compagnies aériennes ou SNCF par exemple. De cela on doit en discuter dans les entreprises.

Affaire à suivre.

Blocage économique de Belfort jeudi

Succès de la solidarité !

C'était le blocus à Belfort, les grévistes se sont organisés dès 6 heures du matin pour barrer six routes et la voie ferrée. Belfort semble économiquement mort. Personne ne passe ou presque et les rues sont occupées par les piétons ou les vélocitateurs, presque tous les magasins sont fermés.

Dans les barrages où se mélangent les badges CGT et CFDT, les conversations vont bon train sur l'explosion du poste de pilotage du TGV (train à grande vitesse) qui dans l'usine a été partiellement endommagé par une déflagration. L'intersyndicale affirme qu'il s'agit d'un acte commis de l'extérieur par les éléments étrangers aux grévistes. La CGT porte plainte. Cet acte ne rencontre pas en général l'approbation des grévistes. Il y a par ailleurs peu d'illusion sur le médiateur envoyé par Mattéoli qui est arrivé ce matin et avec qui l'intersyndicale a discuté toute la journée.

FINALEMENT, malgré les appréhensions qu'exprimaient une frange des Alsthomiens les plus combattifs, l'ensemble des grévistes semblaient assez satisfaits du blocage routier de jeudi matin. « Pour la première fois, nous avons brûlé des pneus » indique un gréviste, précisant qu'il faut interdire cela comme une volonté de durcir le mouvement. Dans l'ensemble, il y avait d'ailleurs assez peu d'automobiles et celles qui circulaient montraient dans la plupart des cas de la compréhension, même si quelques incidents, sans grande gravité, ont été notés ici ou là.

Plus d'une fois la population prouvera son soutien, qui en offrant du

café, qui en laissant une caisse de saucissons ou une bonne bouteille.

Vers 15 heures, les barrages sont levés afin que plusieurs milliers de personnes puissent converger vers la place Corbis pour participer au meeting intersyndical. Celui-ci est suivi d'une manifestation qui frôlera de peu de doigts l'affrontement avec les gardes mobiles du côté de la préfecture.

Le matin, par les barrages de routes, l'après-midi par la fermeté face à la police, une ferme volonté de lutte s'est exprimée tout au long de la journée.

Place Corbis, c'est évidemment l'attentat qui a détérioré partiellement la motrice du TGB dans la nuit du mercredi à jeudi qui occupe toutes les conversations.

L'immense majorité des grévistes condamne le plastiquage, mais avec des arguments différenciés. Les uns, comme l'orateur de la CGT dans son discours, dénoncent les provocateurs venus de l'extérieur qui s'en sont pris au TGB, « floron avancé de la technologie française ». D'autres se contentent de faire remarquer que « ce n'était pas le moment de faire ça ».

La quasi totalité en tout cas se pose la question : « A qui profite ce crime ? ». Et répond sans hésitation « A la direction, et à la préfecture ! ».

Quel merveilleux prétexte en effet pour faire intervenir rapidement les gardes-mobiles.

Depuis, d'ailleurs, les rumeurs d'intervention policière se sont nettement précisées. Beaucoup pensent même que les flics pourraient intervenir avant lundi... La foule afflue toujours place Corbis. Outre les habituelles banderoles de l'Alsthom, on en remarque plusieurs des différentes usines Peugeot de la région : Peugeot-Beaulieu, Peugeot-Audincourt et Sochaux. Nombre de jeunes portent un badge hâtivement bricolé indiquant qu'ils étudient à l'UIT. Plusieurs milliers de personnes sont maintenant rassemblées en début de ce meeting. Chaque orateur redit sont hostilité à la désignation de médiateurs, et condamne sévèrement le sabotage du TGB. La CGT précise

qu'elle a porté plainte contre les auteurs de l'attentat.

Quand les différents orateurs ont fini de parler, le malaise est important.

« Qu'est-ce que ce rassemblement nous a apporté de nouveau ? » s'interrogent les travailleurs présents. Comptant sur la satisfaction, l'intersyndicale propose de se rendre en manifestation à la Chambre de commerce, en passant par l'hôtel Buvieau, refus de la direction.

Une fois la banderole de tête parvenue à destination, la sono précise que l'heure de la dissolution est arrivée. Sourde aux recommandations, pourtant réitérées, la moitié environ du cortège poursuit son chemin, sifflant l'orateur avec détermination. A 300 mètres de là, la préfecture et son imposante concentration de gardes-mobiles...

100 à 200 grévistes sont déjà là depuis une heure. « On est venu directement ici » explique un gréviste partie prenante de toutes les opérations coups de poing.

FACE AU FLICS

Immédiatement, la tension est très vive. Une rangée de barrières métalliques et un mètre seulement séparent les manifestants des flics. 10 minutes s'écoulent ainsi avant que n'apparaissent les responsables syndicaux. L'intersyndicale tente de faire reculer les manifestants. Refus. Chevenement, ceinturé d'un ruban tricolore, expose un visage décomposé : « Où est Raymond ? » lance-t-il nerveusement en cherchant Forni, député local du CERES comme lui. « Il faut leur dire de reculer » dit-il en montrant les manifestants du menton. « CRS-SS ! » crient les manifestants d'un côté, « A bas l'Etat, les flics et les patrons ! » reprennent-ils de l'autre.

« Raymond Forni est arrivé ». Il s'énervait avec le capitaine des gardes-mobiles parce que celui-ci ne dispose pas d'un mégaphone pour que monsieur le député puisse s'adresser aux manifestants.

A LA VEILLE DE LA CONFERENCE
MONDIALE DE STOCKHOLM

Interview du docteur Robert Andréi

Membre du comité français pour
la préparation de la conférence

Q : Au moment de l'agression vietnamienne contre le Cambodge, l'initiative a été prise à Marseille d'une pétition, quels échos a-t-elle rencontrés ?

Robert Andréi : Cette pétition était à l'initiative d'anciens militants qui avaient soutenu le peuple vietnamien contre l'agression américaine, elle visait simplement à prendre position sur cette invasion et pour la dénoncer, sans prendre position sur les problèmes intérieurs du Cambodge de 1975 à 1978.

Cette pétition a recueilli un large écho très rapidement et se sont près de 2 000 personnes qui ont répondu pour soutenir cette initiative.

Q : Aujourd'hui, ces personnes qui ont signé cet appel ont-elles encore une participation à des initiatives ?

R.A. : Ces personnes continuent à travailler dans le sens de la dénonciation de l'agression vietnamienne. De nombreuses d'entre elles ont appelé à la Conférence de Stockholm qui va avoir lieu les 17 et 18 novembre. Un exemple précis, un signataire de Nice, de la première pétition, nous a envoyé récemment près de 60 signatures de personnes qui soutiennent la tenue de la Conférence de Stockholm.

Q : Pouvez-vous un peu nous parler de cette Conférence de Stockholm ?

R.A. : Cette conférence préparée maintenant depuis

plusieurs mois, par des personnalités de 30 pays différents, vise à rassembler ceux qui refusent le fait accompli de l'agression vietnamienne et qui soutiennent la lutte du peuple cambodgien. Cette conférence aura un but principal qui sera d'organiser au niveau mondial la solidarité avec le peuple cambodgien.

Q : Quels échos rencontre en France la préparation de cette conférence ?

R.A. : Elle recueille en France un écho grandissant, la préparation a été un peu retardée et a effectivement commencé pleinement fin septembre, mais d'ores et déjà des personnalités, des personnes de milieux culturels, politiques, philosophiques très divers soutiennent en France cette conférence et nous pensons que ce courant va s'amplifier et doit s'amplifier après la conférence. Pour n'en citer que quelques uns, parmi les plus connus, il y a Charles Tillon qui avait déjà pris position dès le début contre l'invasion vietnamienne, Alain Bouc, des personnes comme Kostas Mavrakis, le Père Jean Cardonnel dont la lutte pour la liberté est très connue, l'écrivain Edmonde Charles-Roux, Albert Memmi également, le professeur Edmond Jouvet, le professeur Henri Monod, monsieur Bizet, député RPR de la Manche, et puis des centaines et des centaines d'autres personnes.

Interrogé ensuite sur l'aide humanitaire, Robert

Andrei déclare : « C'est un souci bien évidemment très important, nous ne pouvons rester à la conférence dans de « hautes sphères politiques » sans voir comment concrètement aider ce peuple cambodgien (...). Nous avons rencontré récemment à Genève l'UNICEF, la Croix-Rouge et le Conseil œcuménique des églises ».

Selon Robert Andrei, ces organismes insistent pour que l'aide aille à « tout le peuple cambodgien, quelles que soient les zones d'influence où il se trouve ». Ils voudraient aussi mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'acheminement des aides (ouverture des routes 5 et 6 depuis la Thaïlande, camions) ; ils demandent aussi de recevoir des dons en argent plutôt qu'en médicaments dont l'acheminement depuis l'Europe coûte 10 francs le kilo, avec des délais très longs, et qui, arrivés à Phnom-Penh sont périmés ou « pourrissent sur place car personne n'est capable de les distribuer ».

Puis Robert Andrei parle des « obstacles sur le terrain » à la distribution des aides : refus de Phnom-Penh d'ouvrir les routes 5 et 6, distribution « soumise par ces autorités à la reconnaissance du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh ».

Q : Que peuvent faire nos lecteurs pour soutenir le peuple cambodgien à l'heure actuelle ?

R.A. : Vos lecteurs peuvent avoir un rôle très important pour soutenir le peuple cambodgien. Il faudra je crois, dans un premier temps, diffuser les résultats de la conférence, des dispositions concrètes seront certainement prises qui viseront à organiser cette solidarité mondiale. Il faut développer un soutien à la fois militant et financier à cette initiative et à ce qui sortira de cette conférence, mais il faut aussi développer l'aide humanitaire, pour cela la meilleure solution est autour de vous, parmi vos collègues de travail, parmi vos amis, vos connaissances, vos familles de récolter des petits chèques, car nous connaissons les problèmes de la vie actuelle en France. Un grand nombre de petits chèques peut faire beaucoup. Il faut donc libeller ces chèques exclusivement au nom de la Croix-Rouge et de l'UNICEF (les chèques en blancs seront refusés). Il faut les envoyer à : Mme Lamiral, BP. 22 94800 Villejuif.

Propos recueillis par Hervé DASTAR

ONU : 91 PAYS POUR « LE RETRAIT IMMEDIAT »

Condamnation accrue de l'invasion vietnamienne au cambodge

L'assemblée générale de l'ONU, réunie en séance plénière, a infligé sans aucun doute la défaite diplomatique la plus grave qu'ait connue le Vietnam depuis qu'il a envahi le Cambodge, il y a 11 mois.

En effet, c'est par 91 voix que l'ONU a adopté le projet de résolution réclamant « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères du Cambodge ». Les pays qui ont voté contre ce projet étaient au nombre de 21 seulement et il y a eu 29 abstentions.

IL faut d'abord remarquer un net recul de la position vietnamienne par rapport au dernier vote de septembre qui portait sur la représentativité du Kampuchea démocratique à l'ONU : 14 pays du tiers monde qui avaient voté en septembre pour la proposition vietnamienne n'ont pas, cette fois-ci, suivi les consignes de Hanoï.

Par contre, 20 pays supplémentaires ont voté la résolution sur le retrait des troupes étrangères du Cambodge.

Le Vietnam se retrouve donc très isolé : en plus des pays d'Europe de l'Est (Yougoslavie et Roumanie mises à part), à peine une dizaine de gouvernements du tiers monde se retrouvent à ses côtés ; encore faut-il remarquer que plusieurs de ces régimes ont été installés au pouvoir par Moscou (comme en Afghanistan) ou sont devenus de plus en plus dépendants économiquement et militairement de l'URSS, comme l'Éthiopie.

CONTRE L'INVASION

Comment expliquer ce net recul de Hanoï ? D'abord, l'objet du vote était, cette fois-ci, un peu différent de celui de septembre : il ne s'agissait pas de voter pour trancher qui allait représenter le Cambodge à l'ONU mais d'approuver ou de désapprouver l'invasion vietnamienne. En septembre, un certain nombre de pays (dont la France, l'Espagne, etc.) s'étaient abstenus de voter pour le représentant du Kampuchea démocratique, bien qu'étant contre l'invasion vietnamienne ; car ils ne voulaient pas avoir l'air d'approuver le régime intérieur du Cambodge de 1975 à 1978.

Même si voter pour un pays ne signifie pas qu'on approuve sa politique, cet argument avait pourtant joué, ce qui expliquait le nombre assez important d'abstentions et aussi quelques-uns des votes contre.

Aujourd'hui, cette confusion ne jouait plus, ce qui a permis aux deux positions opposées de faire le tri de leurs partisans, de manière plus nette.

C'est ainsi que le représentant malaisien, tout en déplorant la politique intérieure du gouvernement cambodgien de 1975 à 1978, a déclaré que cela

ne pouvait pas justifier une intervention militaire extérieure : « Si elle était justifiée, la loi de la jungle prévaudrait là où la force prime le droit ».

La France, quant à elle, qui s'était abstenue en septembre, a déclaré par la bouche de M. Chandernagor que Paris « ne pouvait en aucun cas accepter la violation de l'intégrité territoriale d'un Etat et, par conséquent, son occupation par des forces étrangères ».

Le France ne méconnaît pas la responsabilité du régime de Pol Pot dans la présente situation au Kampuchea. Elle n'en est que plus à l'aise pour affirmer que sa position actuelle ne vise à appuyer aucun Etat en particulier et qu'elle ne comporte aucune animosité à l'égard d'un autre ».

LE BLOCAGE SUR L'AIDE HUMANITAIRE

Autre raison à la défaite de Hanoï : depuis deux mois, la tragique situation de famine du peuple cambodgien a bouleversé l'opinion publique mondiale. Et certains pays qui avaient pu croire, un moment, aux déclarations humanitaires de Hanoï (af-

blocage a choqué bien des pays et bien des gens et a affaibli la position vietnamienne qui apparaît plus clairement comme uniquement guidée par des appétits expansionnistes.

LES MENACES CONTRE LA THAÏLANDE

Un autre élément non-négligeable a mis en lumière les ambitions vietnamiennes : ce sont les menaces, à peine voilées, contre la Thaïlande. Les bombardements de camps de réfugiés à la frontière thaïlandaise par l'artillerie vietnamienne stationnée au Cambodge, les avertissements menaçant la Thaïlande d'avoir à endosser la responsabilité d'accorder refuge aux résistants cambodgiens, la pénétration de soldats vietnamiens à quelques kilomètres à l'intérieur du territoire thaï ont provoqué la réaction de plusieurs pays. La Thaïlande a demandé et obtenu qu'une mission d'enquête de l'ONU vienne voir ce qui se passe à la frontière.

LES PRINCIPES DE L'ONU DÉFENDUS

Enfin, à un niveau plus global, des pays comme la Yougoslavie et la Chine ont mené une activité inlassable pour que les principes fondamentaux de la Charte de l'ONU soient respectés et défendus par les pays membres : souveraineté, droit à l'indépendance, défense de l'intégrité territoriale de chaque pays.

La résolution de l'ONU

Outre l'appel au « retrait immédiat de toutes les forces étrangères au Kampuchea », la résolution « fait appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires intérieures du Kampuchea de façon à permettre à la population de décider de son propre avenir ».

Elle demande à toutes les parties engagées dans le conflit à « mettre immédiatement fin à toutes les hostilités » et demande au secrétaire général de l'ONU de convoquer une conférence internationale « comme moyen, entre autres, d'appliquer la présente résolution ».

Vote de septembre sur la représentation du Kampuchea démocratique à l'ONU : 71 pour, 35 contre, 34 abstentions. Vote actuel : 91 pour, 21 contre, 29 abstentions.

firmant que son intervention au Cambodge était motivée par le souci d'aider le peuple cambodgien) voient plus clairement qu'il n'en est rien. A la conférence humanitaire de New-York, Hanoï a clairement déclaré qu'il n'était pas question d'ouvrir des routes pour acheminer l'aide ni d'en faire contrôler la distribution par l'ONU. Ce

C'est au nom de ces principes que la majorité écrasante des pays de l'ONU ont condamné l'intervention étrangère au Cambodge.

91 pays réclament le retrait des troupes étrangères du Cambodge : c'est un succès remarquable au service de la paix, contre l'hégémonie et les forces de guerre dans le monde. Claude LIRIA

2 généraux soviétiques tués par les guérilleros érythréens

Deux généraux soviétiques, de nombreux soldats cubains, est-allemands, sud-yéménites auraient été tués par les maquisards érythréens, aurait déclaré le responsable des Forces de libération de l'Erythrée qui résistent à l'offensive militaire lancée par le régime éthiopien, soutenu militairement et politiquement par Moscou.

L'église chilienne dénonce les enterrements clandestins

Le vicaire général de Santiago du Chili vient de dénoncer, devant la cour d'appel de la capitale, les « enterrements » massifs et clandestins de 669 personnes, disparues depuis le coup d'Etat militaire de 1973. Il s'agit, pour la plupart, de personnes qui soutenaient l'ancien président Allende.

En six ans, plus de 3 000 personnes ont « disparu » au Chili.

BUDGET DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Les autres ministères en bavent d'envie

LE budget du ministère de l'Intérieur a été voté. Sa caractérisation ? Une augmentation de plus de 19,28 % par rapport à 1979 : 24 milliards 478 millions contre 20 milliards 520 millions. « Un effort particulièrement important sera consacré au renforcement des effectifs, à l'amélioration du personnel, à la modernisation des équipements »...

Rien de bien mystérieux qui pourrait se dissimuler derrière ce budget. L'Etat policier se renforce et se renforcera. Grévistes, manifestants, pétitionnaires font des petits CRS, gardiens de

la paix (ironie des appellations) sont multipliés : plus de mille créations d'emplois sont prévues.

Du reste, le gouvernement a envisagé une lourde et pénible année pour les CRS puisque les primes horaires seront revalorisées en fonction du travail intensif et du travail de nuit des CRS. C'est vrai : je parie que vous n'avez jamais envisagé les conditions de travail des CRS, appelés pendant plusieurs jours loin de leur domicile, disponibles aussi bien le jour et la nuit. Ils méritent assurément des petites compensations. Quand on vous dit que les CRS

sont des chiens, il faut bien entendu comprendre qu'ils mènent une vie de chien, et pas plus !

Je propose même une prime de blanchisserie lorsqu'ils éclaboussent leurs beaux uniformes noirs du sang des matraqués, un prime de chute lorsqu'ils glissent « accidentellement sur des feuilles d'automne » pendant qu'il chassent le cambrioleur (*).

Il se pourrait même que les vœux exprimés au congrès des commissaires, à Biarritz — droit à une marge d'erreur, comme les 7 % de perte à l'armée — soient satisfaits. En tout cas, avec leurs pistolets, qui « sont arriérés mais seront remplacés par des revolvers modernes », à coup sûr, ils ne rateront plus leurs hommes.

Le ministère de l'Intérieur peut, d'ores et déjà, commander un énorme stock de bavoirs et de bavettes, pour éponger toutes les bavures à venir...

Des flics pour quoi faire ?

Le budget du ministère de l'intérieur va susciter de vives discussions, d'autant plus qu'il coïncide avec l'expulsion des grévistes de l'Alstom Saint-Ouen. A quoi servent les flics ? C'est une question plus que jamais d'actualité. On peut très bien en débattre à partir de la position du PCF exprimée dans le livre de Claude Picant, journaliste à l'Humanité Dimanche, « Des flics pour faire quoi ? ».

car elle vous permet d'intensifier la répression contre les travailleurs et les forces démocratiques. Mais les policiers ne se reconnaissent pas dans cette politique. La mainmise du pouvoir politique que vous voudriez maintenant européenne est patente. »

Il faut être bien naïf pour s'étonner que la police serve les intérêts de la bourgeoisie au pouvoir. A quoi d'autre pourrait-elle être utilisée ?

Claude Picant souligne dans son livre le rôle de Police-Secours auprès des suicidés, le gentil gardien de la paix qui fait traverser la rue aux petits enfants des écoles, les CRS sauveurs des noyés en mer et des alpinistes perdus en montagne, mais il ne gomme pas pour autant les matraquages, les cassures de grève, les ratonnades, les opérations coups de poing, les fichages systématiques des immigrés, des cheveux longs, des jeunes, des syndicalistes, des progressistes, et que sais-je encore des activités diverses de la police.

bre et la lancer dans un boulevard où, justement, il n'y a pas de grille d'arbre ; ce n'est pas au nom du rendement que Christiane Henriot, manifestante, interpellée après les obsèques de Goldman, a été vue avec un pavé, puis deux pavés, dans les mains...

Le rendement ne peut pas non plus justifier l'assassinat légalisé de Mesrine, comme le soulignent sa mère et sa fille, qui ont porté plainte pour « guet-apens organisé pour donner la mort : élément constitutif de l'assassinat aux termes de l'article 296 du code pénal. »

Et Claude Picant : « Quand dans ma ville, Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), je sais que deux viols ont été commis en quelques jours, que je sais, par ailleurs, qu'en dehors du car de Police-secours (qui peut être ailleurs à tout moment), d'une voiture utilitaire, de cinq mobylettes qui ont une moyenne de 5 000 km, il n'y a rien d'autre, même pas de policiers disponibles ni de jour ni de nuit (...), je dis simplement : il n'y a plus de policiers à Levallois-Perret. »

Claude Picant a-t-il oublié l'institutrice allemande violée par trois flics en septembre 1977, viol qui a été suivi d'un avortement, de celui de Heide Kempe Botcher, brûlée et violée par des flics, le 21 mars 1978, de Fatima, jeune Algérienne, violée en juin 1978, aussi par des flics. Certes, tous les flics ne violent pas. Certes, tous les flics ne comparaissent pas devant la cour d'assises de l'Essonne pour avoir dévalisé une petite vieille de 90 ans chez elle, mais ces bavures n'expriment que la réalité. Eduqués, dressés contre le peuple et contre tout ce qui bouge, la corporation des flics ne peut que nous considérer comme du vil bétail qu'on maltraite comme on veut.

24 NOVEMBRE
MANIFESTATION A PARIS

Pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception

LA manifestation du 24 novembre pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception se prépare activement. La manifestation du 24, c'est depuis plusieurs semaines déjà qu'elle se prépare, comme en témoignent les multiples meetings, manifestations et autres activités qui se déroulent dans de nombreuses villes, en particulier durant cette semaine d'action (du 12 au 17 novembre). C'est preuve que la mobilisation est grande et qu'elle se développe.

Comme l'indiquaient d'ailleurs les organisatrices de la manifestation lors d'une conférence de presse qui s'est tenue au début de cette semaine, c'est par milliers que commencent à remonter les signatures de la pétition, mais c'est aussi, par exemple, les prises de position d'organisations de masse, de syndicats et sections syndicales qui viennent se rajouter à l'appel (tel le syndicat national CGT de l'INSEE, l'UD-FO des Bouches-du-Rhône, de plusieurs UD-CFDT, etc.).

« C'est parce que l'Assemblée nationale se prépare à légiférer contre les intérêts des femmes, à nier leur droit inaliénable de décider que nous avons clairement fixé l'objectif de cette

manifestation : vers l'Assemblée nationale », déclarent les signataires de l'appel. Ils affirment ainsi le droit des femmes à disposer de leur corps, à vivre leur sexualité autrement que dans le but de procréer (une sexualité enfin délivrée de la peur de grossesse) et à décider des enfants qu'elles veulent.

Ils exigent en conséquence :

- L'abrogation de la loi de 1920 et la dépenalisation de l'avortement ;
- Le refus de toute loi restrictive ;
- L'avortement et la contraception libres, y compris pour les mineures et les étrangères, gratuit, remboursés par la Sécurité sociale ;
- La création de centres de contraception-avortement-sexualité correspondant aux besoins, avec droit de contrôle de la part des femmes ;
- Contre toute utilisation abusive de la clause de conscience qui renforce la hiérarchie médicale et nie le droit des femmes de décider : possibilités effectives d'avorter dans tous les hôpitaux publics.

L'unité la plus large doit se faire car seule une mobilisation massive et de force fera reculer le pouvoir.

Rendez-vous le 24 novembre, 14 heures, place de la Bastille.

MAXIME Kalinsky, au nom du groupe communiste, déclare : « Une certaine insécurité vous rend service »

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les comités de résidents des foyers Sonacotra Saint-Denis, foyer AFRP Marville, foyer Sonacotra Pierrefite ; l'UL-CFDT Saint-Denis, les sections CFDT Jeumont-Schneider, Bendix, Kasborber, Gally, IMP Jean Macé, Alstom-Unelec appellent tous les travailleurs français et immigrés à participer nombreux au :

MEETING
(Avec débats et projection de films)
organisé le 17 novembre à 14 heures

Au GYMNASSE PASTEUR
2, rue Sevrin - Saint-Denis
(Bus : 250 B Porte de la Chapelle ; 153 B Saint-Denis Basille ; 150 Porte de la Villette. Arrêt : Cité Floral).

Meeting soutenu par le Parti socialiste de Saint-Denis, PSU Saint-Denis, OCML « En avant prolétaires », LCR Saint-Denis, ASTI Saint-Denis.

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro Contre les expulsions de résidents des foyers

Depuis le début de leur lutte, les résidents des foyers sont soumis à toutes les intimidations et les provocations. Aujourd'hui, ce sont les expulsions brutales par la police. Après Garges, Sannois, Sartrouville, le 26 octobre Nanterre-Sorbiers, le 9 novembre le foyer de Champigny, qui sont expulsés. Depuis le 30 octobre, ce sont 75 résidents du foyer Sonacotra de Saint-Denis et 65 du foyer de Pierrefite qui sont condamnés.

Le pouvoir applique la loi avant même que le projet en soit définitivement adopté au Parlement.

Dans la période actuelle, l'agression du pouvoir contre les travailleurs (attaque des libertés démocratiques : atteinte au droit de grève, restriction de l'affichage, projet de loi Barre-d'Ornano, sur le statut de résident tant des travailleurs immigrés que des jeunes travailleurs et retraités, etc.) vise à restreindre la capacité de résister de tous les travailleurs.

Toute riposte résolue contre les attaques que nous subissons passe par la riposte contre les mesures discriminatoires qui s'abattent sur les travailleurs immigrés.

BAVURES POLICIERES ET RENDEMENT

Et Claude Picant de démentir qu'« en fait, la "bavure" policière, si elle est bien accidentelle, entre dans une logique : celle du rendement. Dans un corps comme la police aussi, on a un rendement à remplir. » Non, le problème de fond n'est pas un problème de rendement, ce n'est pas au nom du rendement que Ranucci — c'est lui qui l'a dit — est passé aux aveux après les « tortures des flics », ce n'est pas au nom du rendement que Jean-Claude Caillaux, gardien de la paix, a blessé vendredi 9 novembre un automobiliste à Orléans, ce n'est pas au nom du rendement qu'Abdel Kader Kerkebane a été blessé d'une balle dans le dos sur la place de la République, la semaine dernière. Ce n'est pas au nom du rendement que les flics insultent et maltraitent les immigrés dont ils contrôlent l'identité, ce n'est pas au nom du rendement que les flics avaient vu un manifestant du 23 mars arracher une grille d'ar-

(*) Le principe de l'ilotage étant d'attacher un flic à un quartier, à un immeuble, afin qu'il connaisse les habitants, leurs habitudes, leurs relations, leurs activités.

Un des biais pour obtenir une police près de la population, selon le PCF, étant l'ilotage : « Une des mesures préconisées par le Parti communiste français, l'ilotage, fait peur au gouvernement : elle est populaire et, en même temps, mettrait les policiers en contact et dans la population avec laquelle ils pourraient discuter, comprendre les problèmes, être influencés dans le sens d'une bonne police ». (Claude Picant)

Nathalie VILLOTIERS

A NOS CORRESPONDANTS

Pour des raisons non encore élucidées, des articles envoyés sur notre répondeur dans la soirée du mercredi ont été mal enregistrés et pratiquement « inaudibles » (en particulier des informations en provenance de Lyon, Rodez et peut-être d'autres villes). Nous nous excusons auprès de nos correspondants.

QUI APPELLE ?

« C'est les 29 et 30 septembre que 44 collectifs avortement-contraception (ils sont maintenant plus de 100 sur toute la France) décidaient d'appeler à une manifestation nationale et unitaire.

Dès le 22 octobre, à notre précédente conférence de presse, nous vous annoncions que 13 organisations s'étaient jointes à cet appel : la coordination des groupes femmes, le MLAC, le Mouvement d'action syndicale, le Mouvement de la jeunesse socialiste, les JCR, le Parti socialiste, les CCA, le PSU, la LCR, le PCML, le PCR, l'OCT et ses courants 3 et 4. Depuis lors, d'autres organisations ont déclaré soutenir cette initiative : la Mutuelle nationale des étudiants de France, Choisir, Le Syndicat de la médecine générale, l'Ecole émancipée, la Ligue des droits de l'homme, ainsi que l'UTCL, la Fédération anarchiste, l'Union ouvrière, et l'UNEF-Unité syndicale ».

Rapport sur la situation actuelle et nos tâches

(Suite et fin)

présenté par le Secrétaire général
à la 11e Session du Comité Central du PCML

(Nous avons publié hier de larges extraits du rapport politique en terminant par le passage sur les luttes ouvrières en cours. Nous n'avons pas publié le passage concernant les luttes contre la CGE menées par les travailleurs d'Alstom. Le secrétaire général s'y réfère aux activités des camarades de notre Parti participant à ces luttes dans les syndicats ou dans les organismes de soutien, notamment à Belfort et St-Ouen. Il terminait par un appel à la solidarité matérielle en faveur des grévistes des entreprises de l'Alstom et proposait une souscription parmi les membres du Comité Central).

Soutien aux travailleurs immigrés

PARTIE intégrante de la classe ouvrière de France, nos frères les travailleurs immigrés subissent une double exploitation en tant qu'ouvriers et en tant qu'étrangers soumis à des lois d'exception. De plus, ils souffrent du racisme, du moins tous ceux, originaires des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord et d'Afrique. Une telle situation confère aux communistes que nous sommes, l'obligation internationaliste prolétarienne et antiraciste de les assurer de notre entière solidarité.

S'il est vrai que depuis des années, notre Parti s'est fixé cette dernière tâche, son activité pour la concrétiser a connu des hauts et des bas, et rencontré différentes difficultés. Il s'agit en effet d'un travail qui n'est pas toujours simple et dont les résultats ne se manifestent pas forcément dans l'immédiat. Aussi, dans certains cas, certains militants se sont découragés, notamment en présence du complexe et délicat soutien à accorder à la très grande grève des résidents des foyers Sonacotra.

Notre direction n'a pas apporté aux militants de notre base engagés dans cette tâche toutes les indications et directives nécessaires en temps voulu. Toutefois, depuis l'expulsion brutale des résidents du foyer de Garges-les-Gonesse, un effort progressif a été repris et de premiers résultats encourageants ont prouvé la capacité de notre Parti à intervenir sur le front des luttes des travailleurs immigrés.

Il importe désormais que le Comité central s'empare lui-même des questions nées de notre pratique, leur fournisse les réponses appropriées et fixe plus clairement et plus efficacement la ligne de notre Parti en direction de nos frères de classe, les travailleurs immigrés.

En plus de la grève spécifique des résidents des foyers Sonacotra, des luttes ouvrières importantes enregistrent la participation active d'innombrables travailleurs immigrés. De surcroît, les projets de loi Barre-Stoléru relatifs aux conditions de séjour en France de ces ouvriers de nationalités étrangères sont des projets racistes et scélérats destinés à permettre l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés.

Le meeting organisé à Paris contre ces lois le 26 octobre dernier par notre Parti et le PCRml a eu la mérite de manifester notre intervention propre dans la lutte engagée, mais le défaut de constituer un échec par le faible nombre de participants, surtout du côté français. Il n'y a eu qu'environ 650 personnes, dont un bon tiers et peut-être davantage d'immigrés.

Pourtant, les actions contre les projets de loi se sont développées dans de bonnes conditions dans d'autres villes, en coopération avec d'autres formations politiques, philanthropiques ou religieuses, à Montpellier, Marseille, Rodez, Athis-Mons, etc.

Le Comité pour l'unification a mis en place une commission des deux partis pour coordonner et impulser le travail contre les lois Barre-Stoléru. Entre autres initiatives, cette commission a contacté le PS pour lui proposer une initiative commune d'ampleur nationale. Mais la direction nationale du PS a répondu qu'elle n'était pas d'accord pour l'instant pour des actions au niveau national, tandis qu'elle laissait toutes libertés d'initiatives à ses fédérations. Indépendamment de l'activité déjà commencée de la commission mise en place par le CPU, nous pensons qu'il est urgent d'améliorer le travail de notre Parti.

En ce qui concerne le soutien au résidents des foyers Sonacotra victimes d'une répression odieuse,

notre Parti peut faire plus qu'il n'a réalisé jusqu'ici. Car si certaines cellules ou CP ont agi avec persévérance et grands dévouement, ils sont restés l'exception par rapport aux nombreuses autres cellules ou CP qui n'ont pas fait grand chose.

C'est en partie à nos militants qu'a été due la possibilité d'entraîner des sections syndicales pour apporter leur active solidarité aux immigrés expulsés du foyer de Garges-les-Gonesse. Mais ces sections syndicales se sont par la suite détournées de l'action, quand la cible des efforts s'est déplacée des Sonacotra aux lois Barre-Stoléru. Il semble qu'à ce moment-là, notre direction n'ait pas su donner les indications concrètes nécessaires à nos camarades.

Maintenant, le Comité de coordination des grévistes des foyers Sonacotra a été contraint à un repli tactique et a accepté de négocier non plus globalement, mais foyer par foyer. Cela ne doit pas empêcher, au contraire, la participation de nos militants aux comités de soutien, même s'ils sont dans certains endroits entièrement contrôlés par des éléments trotskistes ou ultra-gauchistes qui font tout pour nous écarter et nous diviser d'avec les travailleurs immigrés.

L'attitude la plus efficace face à ces éléments consiste toujours à nous référer aux positions des immigrés et à nous appuyer sur leurs revendications et leurs propositions. Naturellement, les gauchistes veulent à tout prix impulser des luttes à outrance contre le PCF et le PS, et déplacent systématiquement la cible des immigrés, du gouvernement-patronat ou Sonacotra, sur ces partis politiques. Nous ne devons pas tomber dans de tels pièges et nous ne devons nous associer aux critiques contre le PCF et le PS que dans le cas où elles émanent des immigrés eux-mêmes (...)

(...) (Une dernière précision) : des camarades hésitent parfois à recruter dans nos rangs des travailleurs immigrés. C'est un défaut qu'a pourtant corrigé notre 3e congrès. Oui, nous devons recruter des travailleurs immigrés en tant qu'ouvriers vendant en France leur force de travail. Notre Parti ne prétend pas régler à leur place leurs problèmes nationaux, même s'il soutient toutes les luttes révolutionnaires des prolétariats et peuples du tiers monde. Mais il doit les associer étroitement aux luttes de classe dans notre pays, ainsi qu'aux luttes indispensables contre les lois Barre-Stoléru et contre le racisme.

Sur le front paysan

Il y a quelque temps déjà, Raymond Barre, premier ministre, déclarait : « La France entame la deuxième révolution agricole ». La première révolution agricole avait commencé avec la création du Marché commun agricole à la fin des années 50. Depuis cette époque, l'agriculture a subi de profondes transformations. En 1926, la France devenait pour ainsi dire un pays industrialo-agricole, puisque la population urbaine prenait le pas sur la population des campagnes, le nombre d'agriculteurs a diminué de 60 % depuis l'avant-guerre et de 42,5 % depuis 1960 (début de la première « révolution agricole »). Il n'y a plus que 250 000 salariés agricoles.

On compte aujourd'hui 1 335 000 exploitants, soit 9 % de la population active. Par contre, si l'on peut dire, la France est devenue le troisième exportateur agricole mondial. Pour le commerce extérieur, l'agriculture représente 14,9 % du total des importations (soit 54,3 milliards de francs) en 1978, 14,5 % du total des exportations (soit 55,4 milliards de francs) en 1978. Le revenu des agriculteurs a baissé de 1,5 % en 1978, et le nombre des exploitations de 2,5 %.

Depuis quatre ans, la charge fiscale a augmenté de 77 %, et les cotisations sociales de 80 % : 30 à 40 % des paysans n'ont pas de manière permanente un revenu égal ou supérieur au SMIC. 5 à 10 % des paysans gagnent un revenu égal à trois fois le SMIC. Mais il ne s'agit que de gens dont les exploitations sont très spécialisées et qui utilisent une main-d'œuvre salariée souvent temporaire et peu payée.

Voici donc un tableau général de l'agriculture française à la veille d'un vote très important au Parlement : celui d'une nouvelle loi d'orientation encore plus radicale que celle de 1962. Cette nouvelle loi d'orientation a déjà été adoptée dans ses grandes lignes le 2 mai 1979 au conseil des ministres.

Le ministre Méhaignerie et Giscard viennent de recevoir un renfort en la personne de Debatisse, l'ancien chef de file de la FNSEA, promu secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires. Ceci cadre bien avec leur stratégie de faire de l'agriculture française une « agriculture de conquête ». Il faut en effet développer ce secteur important pour les capitalistes et Debatisse a toujours entretenu de très bonnes relations avec les firmes agro-alimentaires, les diverses coopératives. Debatisse est donc un atout important dans la politique de Giscard.

Que prévoit donc cette loi d'orientation agricole qui doit constituer la base de la nouvelle « agriculture de conquête » ? Cette loi d'orientation prévoit des mesures d'aide à l'élevage, elle redéfinit les crédits à l'équipement, les aides aux sinistrés (calamités agricoles). Ces mesures concernent aussi la protection sociale et la fiscalité.

Pour les prêts ou crédits d'équipement, les agriculteurs n'ayant pas de plan de développement n'auront plus droit aux prêts bonifiés. L'État n'a-t-il pas prévu que d'ici la fin du 7e plan une exploitation sur quatre disposera d'un plan de développement ? C'est assez dire les dangers qui planent sur les 75 % qui n'ont pas la « chance » d'avoir un plan de développement.

Les plus petites seront pénalisées, car il est prévu des mesures restrictives concernant la rentabilité sociale agricole et l'augmentation des cotisations vieillesse et maladie.

Cette loi n'aborde absolument pas les problèmes des salariés agricoles. C'est une véritable condamnation à mort pour des dizaines de milliers de petits et moyens paysans. Seuls les plus rentables seront aidés, seuls ceux qui sont « l'avenir » seront épaulés par des prêts. D'autant plus que dans le cadre du Marché commun, les exportations françaises ont fait le « plein » de leurs possibilités. Méhaignerie a déclaré à ce sujet : « L'agriculture

ne doit plus se contenter de sa rente de situation — des prix garantis, un marché européen captif — mais produire délibérément pour l'exportation vers les pays tiers ». Il faut donc que l'agriculture augmente, sa productivité pour « passer » sur un marché mondial.

Or, sur le marché mondial, les prix des produits agricoles sont moitié moins élevés que les prix européens.

Ces capitalistes doivent donc jouer absolument la rentabilité d'autant plus que l'Espagne arrive dans la CEE. La situation ne va pas s'arranger pour les petits paysans qui vont encore plus souffrir qu'avant.

Plusieurs autres faits retiennent aussi notre attention dans l'agriculture. Il y a le problème de la recherche. L'INRA est en pleine restructuration, ce qui signifie menace pour ceux qui y travaillent et mainmise des firmes sur la recherche. Pour les viticulteurs, la campagne qui commence ne s'annonce pas bien du tout. Des dizaines de milliers d'hectares sont voués à l'arrachage. Pour les éleveurs de moutons, la situation n'est guère brillante non plus, ils sont plus de 40 000 chez nous, essentiellement dans les zones de montagne, sur les plateaux des Causses, en Corse... Les Néo-Zélandais sont fortement avantagés et si les Anglais obtiennent gain de cause à Bruxelles, on peut faire une croix sur les 40 000 éleveurs français. Il nous appartient donc de soutenir ces éleveurs de moutons qui exigent des garanties sérieuses leur permettant de vivre de leur travail.

Il y a aussi les problèmes forestiers de sylviculture. Notre deuxième poste d'importations est, derrière le pétrole, le bois, alors que la France possède 50 % des forêts de l'Europe de l'Ouest.

Et puis, pour terminer ce bref exposé, et bien que j'aurais dû en parler quand j'ai brossé le tableau général de l'agriculture, ce qui a des conséquences dans le cadre de la loi d'orientation, il y a le gros problème de l'endettement des paysans.

L'endettement est de 120 milliards de francs. Il double tous les cinq ans. 14 % des exploitations supportent la moitié de l'endettement. Cet endettement devra être surveillé.

« On ne prête qu'aux riches », à ceux qui sont « l'avenir ».

Méhaignerie déclarait récemment : « Il est aberrant qu'un homme auquel la collectivité prête ainsi de 500 000 F à un million à 6 ou 7 % échappe aux contraintes de la gestion ». Et il affirme : « Plus que jamais, s'impose la sélection des meilleurs : un agriculteur, désormais, peut être amené trois ou quatre fois dans sa vie à se reconvertir d'une production à une autre pour saisir une opportunité économique ». C'est on ne peut plus clair. Le petit paysan peut crever, Méhaignerie s'en fiche royalement.

Le Crédit agricole qui est devenu cette année la deuxième banque mondiale, peut se lécher les babines et dire « A moi les maigres ressources des petits paysans ».

Bref, les années qui viennent vont être décisives, à nous de montrer aux petits paysans que notre Parti est le leur, et que notre cause est la leur, sinon nous aurons manqué notre rendez-vous avec l'histoire.

Voilà pourquoi le Comité central attend de nouvelles propositions concrètes de sa Commission paysanne, tout en assurant la mise en œuvre des décisions antérieures prises après la tenue de la Conférence nationale paysanne. Il est en effet indispensable que notre Parti occupe la place qui lui revient dans les luttes immédiates des petits et moyens paysans.

Sur la question des femmes

LES années 1970 ont été marquées par l'apparition de ce qu'on a pu appeler le mouvement des femmes. C'est en effet au début des années 1970 qu'on commencé à se multiplier des groupes femmes qui vou-

laient se battre contre l'oppression spécifique des femmes dans notre société. Avec des aspects très provocateurs au départ — mise en avant du MLF — ces groupes ont donné des coups de boutoir sérieux, dans notre pays à l'idéologie dominante et ils sont permis de conscience plus large des femmes. Plusieurs acquis sont à mettre à leur actif : en 1975, le vote de la loi Veil, les procès en assises pour les viols, l'interdiction d'affichage en 1978 du magazine *Détective*.

Ces groupes, multiples, éparpillés, infiniment divers (MLF mais aussi MLAC, groupes de quartiers, groupes d'entreprises, librairies, magazine, etc.) ont donné depuis 1974 une existence quasi-nationale au mouvement des femmes.

Au début très marginal, très frondeur, ce mouvement s'est transformé depuis cette date. Les candidates de *Choisir* aux élections législatives en 1978 et leur score ont montré que le mouvement des femmes sortait de la marginalité. Il est clair aussi qu'existent de très nombreux courants de pensée et que le mouvement, déclenché par les intellectuelles, gagne d'autres classes et rentre dans les structures officielles (planning familial, associations de familles, etc.).

La marche du 6 octobre, sur le droit à l'avortement, en rassemblant des dizaines de milliers de femmes à Paris, en témoigne avec force. De nombreuses femmes de milieux populaires y manifestaient, souvent pour la première fois, pour défendre leur droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits.

Depuis quelques temps, les syndicats ont admis de faire entrer la question de l'avortement dans leurs plateformes.

Dans le même temps, se développe une prise de conscience nouvelle des femmes dans le monde du travail. Bien sûr, les femmes ont lutté de tout temps dans les entreprises, au coude à coude avec les hommes, dans la proportion de leur nombre — moins de la moitié des femmes sont encore salariées — et malgré des difficultés spécifiques (s'occuper des enfants, pressions des maris à l'encontre de leur engagement). Mais on peut dire qu'aujourd'hui, plus que jamais, la question fondamentale de l'égalité des droits et des salaires est posée globalement à la bourgeoisie : en témoigne avec l'année internationale de la femme en 1975, l'apparition d'un « secrétariat à la condition féminine » au gouvernement, en témoigne aussi ces temps-ci, la campagne lancée dans les médias sur l'égalité professionnelle (les professions encore interdites aux femmes).

Alors que la syndicalisation des femmes reste très faible, leur participation aux luttes se développe, avec de plus en plus la volonté de se prendre en charge elles-mêmes : en 1971, il y avait Lip, Cousseau à Cerisay en 1973 (les chemisiers Pil), et plus récemment, les secteurs où les femmes sont largement majoritaires ont mené des actions dures et longues : les banques, les assurances. En ce moment, ce sont les employées des magasins qui refusent le travail du dimanche.

Les femmes non salariées, s'engagent elles aussi dans la lutte, aux côtés de leurs maris, car elles ont leur mot à dire. En 1976, 12 femmes étaient inculpées — puis libérées — pour avoir retenu le patron de leurs maris (Tréfimétaux Couéron), tout dernièrement à Belfort, les femmes des grévistes de l'Alstom se sont elles aussi organisées, elles ont elles aussi imposé une entrevue au patron. Ces types de lutte aident beaucoup à l'unité dans la lutte commune contre l'exploitation. Ils sont aussi remarquables par leur détermination.

Ce sont d'ailleurs probablement ces femmes travailleuses et ces femmes de travailleurs qui permettront que les hommes comprennent et reprennent en soutien les revendications spécifiques des femmes, sur leur égalité, leur droit au travail et à choisir de donner la vie. Nous n'en sommes pas encore là. (...)

(Le rapport poursuivait par un examen assez approfondi de la perspective des élections présidentielles de 1981 et en examinait les conséquences sur la ligne tactique du Parti.)

Par ailleurs, la question spécifique de la jeunesse a été considérée d'une telle importance qu'elle fera l'objet d'une session spéciale ultérieure.



Auvillar, samedi 3 novembre.
- La population fait un sit-in devant les cars de gardes-mobiles.
- Le chef des gardes-mobiles se précipite sur le photographe. Ce sera le début de la répression.

GOLFECH

Escalade dans la répression policière

AL'ISSUE de la 3e semaine de l'enquête d'utilité publique, de violents incidents ont éclaté à Valence d'Agen, témoignant une nouvelle fois du mépris qu'a le pouvoir pour les populations et surtout de sa volonté d'imposer, coûte que coûte, le nucléaire, pour le plus grand profit de Creusot-Loire and Co.

BOYCOTT DE L'ENQUETE

Toute la semaine donc, et ceci depuis le 22 octobre, le comité antinucléaire de Golfech n'a pas désarmé : réunions publiques, contre-mairies annexes, pétitions, etc. Mais le pouvoir commence à s'écarter.

En effet, la population boude les dossiers d'enquête. Dans certains villages, il n'y a pas une seule signature. Sur l'ensemble, on peut estimer que 2 à 3 personnes ont participé en moyenne à l'enquête par village, en trois semaines. Le boycott est largement suivi, ce qui donne aux mairies annexes et à leurs gardes-chiourmes policiers, un air de plaisanterie funeste.

LE POUVOIR A CHOISI LA REPRESSION

Une chose est sûre maintenant, le pouvoir ne va pas accepter indéfiniment une telle situation qui évolue quotidiennement en faveur des antinucléaires, qui, rappelons-le, bénéficient de l'approbation et du soutien de plus de 90 % de la population !

Toute la semaine, tracasseries et provocations se sont succédées, menaces personnelles de la part des flics. De plus, nous savons que la police prépare des arrestations et qu'elle a utilisé pour son fichier les films tournés par la télévision et les photos prises par certains journalistes. Ceci fait toucher du doigt un certain journalisme, plus soucieux du sensationnel que de la sécurité des gens en lutte.

VALENCE : ESCALADE DANS LA REPRESSION POLICIERE

Le samedi 10 novembre, comme tous les samedis, des opposants au nucléaire se sont rassemblés devant la mairie annexe de Golfech. Un attroupement autour du fourgon *Eurocar* baptisé « mairie annexe » pour l'occasion, a permis aux manifestants de tester les démangeaisons des gardes mobiles. Un peu plus tard à

Goudauville, le même scénario s'est produit avec la même prédisposition des gardes mobiles pour le matraquage. Un chef n'a pas hésité à un moment donné à pousser des gens dans les barbelés, signe évident de provocation grossière.

Tard dans la matinée, un attroupement s'est formé à Valence d'Agen. Aux sons des pétards, des œufs remplis de peinture par on ne sait quel hasard, se sont écrasés sur la « mairie annexe » et les cons de gardes mobiles dont la couleur bleu-police tourna par enchantement à l'ocre jaune. Vers midi, la foule présente organisa un meeting devant le fourgon « mairie annexe ». Les gardes mobiles prirent position sous les ordres de l'adjudant de gendarmerie de Valence d'Agen. Celui-ci, arborant solennellement un brassard tricolore donna l'ordre de charger.

De nombreux habitants lui firent remarquer alors qu'il y a 35 ans la gendarmerie de Valence collabora avec les nazis pour dénoncer et réprimer les habitants.

La répression fut violente, d'abord coups de crosses de fusils, coups de pieds, des véhicules lancés à toute vitesse dans la foule, au risque d'écraser les gens. Ironie du sort : l'adjudant de gendarmerie fut renversé par le fourgon en folie à qui il avait lui-même donné l'ordre de foncer.

Piteux spectacle pour les habitants de Valence d'Agen qui n'en croyaient pas leurs yeux. Ce jour-là, la population a compris réellement que la construction de centrales nucléaires implique nécessairement un système policier répressif gigantesque.

Plus que jamais, la population locale et les militants antinucléaires ont besoin d'une solidarité nationale pour faire échec au nucléaire, mais aussi pour faire échec à la répression qui va s'abattre inévitablement sur de nombreux militants et habitants antinucléaires de la région.

A titre d'exemple et d'enseignements, l'adjudant de gendarmerie a menacé une manifestante en lui déclarant : « La répression et les intimidations commenceront après le 21 décembre ».

Participons activement aux journées du 24 et 25 novembre. Signons massivement la pétition du refus du nucléaire.

PETITION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE A GOLFECH (Tarn-et-Garonne)

ATTENDU que la construction à Golfech d'une centrale nucléaire de 5 200 MWe constituerait un grave danger pour la région :

- Rejets de matières radioactives dans l'air et dans l'eau.
- Panaches nuageux dus aux tours de refroidissement qui perturberaient les conditions climatiques locales ; par exemple, diminution de l'ensoleillement de 200 heures.
- Lignes électriques à très haute tension gênant ou neutralisant les activités agricoles par des couloirs de lignes de 100 mètres de large ou plus.
- Tout cela porterait gravement atteinte à l'économie locale.
- En cas d'accident, des villes comme Agen, Cahors, Moissac, Montauban, Auch, Toulouse et leurs environs pourraient être atteintes.

ATTENDU que, depuis longtemps et à plusieurs reprises, la population et les municipalités concernées, le Conseil général de Tarn-et-Garonne, le Conseil régional Midi-Pyrénées se sont prononcés contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Golfech.

NOUS DEMANDONS que les crédits prévus pour la réalisation de la centrale nucléaire de Golfech (20 milliards de NF) soient affectés à la lutte contre le gaspillage d'énergie, particulièrement d'électricité, et au développement des énergies renouvelables et non polluantes, énergies dont la réalisation peut se faire facilement et tout de suite.

Nous sommes solidaires des conseils municipaux qui refusent l'enquête d'utilité publique

NON au simulacre d'enquête à la centrale de Golfech.

Nom
Prénom
Adresse
.....
A..... le
Signature

Correspondant Agen

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

| | Pli ouvert | Abt de soutien | Pli fermé |
|--------|------------|----------------|-----------|
| 1 an | 350 F | 500 F | 700 F |
| 6 mois | 180 F | 250 F | 360 F |
| 3 mois | 90 F | 150 F | 180 F |
| 1 mois | 30 F | 50 F | 60 F |

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

- Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

Jacques Jurquet, auteur de *La révolution nationale algérienne et le PCF*, présentera et signera son livre à Lyon à la

Librairie LA FORCE DU LIVRE
33, rue René Leynaud - Lyon 1er

Le samedi 17 novembre de 16 à 19 heures.

A Paris, il participera à des débats à la

Librairie TIERS MYTHE
21, rue Cujas - Paris 5e

Le mercredi 21 novembre de 16 h à 18 h 30.
Et à la

FNAC - Forum des Halles (auditorium)

Le jeudi 22 novembre à 13 heures.

24-25 novembre 1979
Deux journées antinucléaires à Golfech.

- Samedi 24 :
- 9 h. Golfech - Visite des mairies.
 - 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agen. Hall J. Baylet.
 - 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agen.

- Dimanche 25 :
- 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agen. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

IRAN

De Téhéran à la rue d'Iéna

A l'ambassade de Paris : points de vue d'Iraniens

recueillis par Jean-Paul GAY et Franck ROUSSEL

Tandis que le gel des avoirs iraniens dans les banques américaines est vigoureusement dénoncé par les autorités iraniennes, il n'est pas encore acquis que tous les gouvernements des pays européens où sont déposés des avoirs iraniens dans les filiales des banques US, respectent totalement les décisions de Washington. A l'ONU, les membres du conseil de sécurité jugent toujours inutile, semble-

L'ambassade d'Iran, rue d'Iéna. Paris, jeudi, 15 heures. Sur la façade, des banderoles sont tendues. « A bas l'impérialisme, le sionisme et les réactionnaires ! », « Vive la République islamique sous la direction de l'imam Khomeiny ! », « L'occupation de l'ambassade américaine est une nouvelle étape dans la lutte contre l'impérialisme US ! », peut-on lire notamment. A l'intérieur, où va se dérouler une conférence de presse, il faut d'abord franchir le vaste hall d'entrée où se tiennent, assis pour la plupart, des dizaines de jeunes iraniens, hommes et femmes, celles-ci étant parfois vêtues du tchador.

« Nous sommes une certaine, et par moment, jusqu'à 150 », nous dit un des porte-parole de ces étudiants islamiques. « Nous ne faisons pas une grève de la faim, explique-t-il, mais un jeûne, un carême politique, en accord avec l'action qui se mène en Iran. C'est-à-dire qu'on ne mange qu'une fois par jour ». L'action à laquelle il est fait référence ici, c'est le jeûne entrepris depuis quelques jours, en Iran, par des centaines de milliers de personnes, et dont le nombre ne cesse de grossir, selon ce qu'a indiqué il y a 48 heures, le ministre iranien Abol-Hassan Bani-Sadr. Cette action qui, à l'ambassade d'Iran à Paris, a commencé mercredi, et doit se poursuivre jusqu'à dimanche, ceux qui y participent nous expliquent la signification qu'elle revêt pour eux. C'est une façon d'affirmer une volonté de résistance aux pressions américaines, au cas où dans la foulée des mesures prises par le gouvernement américain, celui-ci viendrait à bloquer les livraisons de

dennées alimentaires des Etats-Unis.

LA DEPENDANCE ALIMENTAIRE DE L'IRAN

Car ceci est un héritage du règne du Shah que l'Iran n'est pas encore parvenue à surmonter : par la manière dont fut menée la modernisation de l'agriculture, dans le cadre de ce qu'on a appelé la « Révolution blanche », qui détruisit brutalement un certain nombre de structures agraires traditionnelles, et par le poids dont pesèrent, dans le cadre des liens de dépendance, les industries agro-alimentaires sous contrôle américain, l'Iran a été et reste un pays extraordinairement dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement en produits alimentaires. Sur cet apport extérieur, les Etats-Unis fournissent à l'heure actuelle, selon certaines estimations, plus du quart, constitué par des produits essentiels, dans l'alimentation du peuple iranien : c'est ainsi que 80 % du riz, la majeure partie du blé, d'autres denrées de base : huiles, sucre, un grand nombre de conserves proviennent toujours des Etats-Unis. Cependant que nombre de matières premières, de produits semi-finis, de pièces de rechange indispensables à l'agriculture et aussi à l'industrie sont de la même provenance.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les thèses de Bani-Sadr, qui ne sont peut-être pas dénuées d'ambiguïté en ce qui concerne la valorisation des formes traditionnelles et dépassées de la production à la campagne, trouvent un écho certain auprès du peuple iranien lorsqu'elles mettent l'accent sur un développement

t-il une réunion, tant que les prisonniers à l'ambassade US, à Téhéran, ne sont pas relâchés. Alors que les autorités iraniennes ne feraient pas de l'extradition du Shah un préalable à leur libération, il semble que leurs conditions de détention sont actuellement en voie d'amélioration. A noter aussi que les trois journalistes américains qui avaient été arrêtés à Téhéran, viennent d'être libérés.

du pays à partir de l'agriculture.

« Un blocus économique total auquel nous nous attendons, non seulement ne nous fait pas peur, mais nous rendra un éminent service », vient de déclarer Bani-Sadr, bien qu'il ne soit pas du tout évident pour l'instant que Carter - qui ne tient pas à une rupture des relations avec l'Iran, notamment sur le plan économique - soit prêt à une suspension des livraisons dans le domaine alimentaire. « Toutefois, nous dit un jeune iranien, nous voulons montrer aux Etats-Unis que nous pouvons résister. Ni les interventions, ni la suspension des aides économiques ne pourront avoir raison de nous. Khomeiny n'a pas ordonné le carême politique, mais, après ses déclarations sur les pressions américaines, la population a entamé cette action symbolique. »

«UNION POPULAIRE» ET COMLOTS

« Après la chute du Shah, nous dit un étudiant, après la fin des grandes manifestations de masses et la reprise progressive du travail, l'union du peuple avait été affaiblie. Après l'action de ces jours-ci, l'union populaire connaît un regain. »

Dans ces conditions, ce qui se passe ne serait-il pas surtout à usage interne ? Notre interlocuteur affirme que non et déclare : « les complots des superpuissances, et en particulier de l'impérialisme américain, en Iran, ont augmenté ces derniers temps en rapport avec des affrontements intérieurs, comme par exemple au Kurdistan et dans d'autres régions ». Optimiste sur la situation actuelle au Kurdistan, il

(QdP-HR)

ajoute : « Maintenant, c'est résolu, la situation s'est détendue, il n'y a plus d'affrontements militaires. Et le PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) de Ghassemlou, a accepté la négociation. L'impérialisme américain, dit-il, a une responsabilité dans les derniers événements au Kurdistan. Il était dominant dans la région. Après qu'il y ait eu en Iran une victoire relative sur lui, il continue les complots, il a toujours une stratégie pour la région. L'occupation de l'ambassade US, qui a permis de mettre en évidence des documents compromettants pour les Etats-Unis, était un moyen de dénoncer le complot américain. »

« Pour le moment, ajoute notre interlocuteur, qui fait office de porte-parole, dans les slogans, l'impérialisme américain est désigné comme l'ennemi numéro 1. Mais il y a aussi l'autre superpuissance. Ça ne me gêne pas que vous publiez ce que je dis là. Nous savons que l'URSS a une politique extérieure antipopulaire, visible dans tout ce qu'elle fait : en Afghanistan, où elle s'oppose à l'indépendance du pays, en Angola, en Ethiopie, au Yémen du Sud. Nous savons qu'à chaque fois que l'impérialisme US se montre, à côté, il y a l'URSS qui se montre comme une superpuissance. Nous n'oublions pas que vingt jours avant le renversement du Shah, les Izvestia condamnaient encore le mouvement populaire en Iran. C'est seulement après le renversement du Shah qu'ils ont fait des déclarations pour soutenir notre Révolution. Khomeiny parle d'impérialisme occidental et d'impérialisme oriental. Pour lui, c'est les deux superpuissances. »

LES PROPOS DU MINISTRE IRANIEN BANI SADR

«Si ma stratégie politique devait aboutir...»

déclaration au Monde du 16 novembre 1979

«Qu'à cela ne tienne ! Un blocus américain nous donnera enfin le prétexte d'en finir avec une économie dépendante, et parasitaire, avec une industrie de montage, avec une agriculture menacée naguère d'extinction (...) Nous mettrons cette crise à profit pour libérer l'Iran de l'emprise économique, financière, culturelle et psychologique des Etats-Unis. (...)

Nous ne voulions pas une confrontation avec les Etats-Unis, encore moins une escalade. C'est dommage que M. Carter ne l'ait pas compris. Pourtant, nous les préférons à tous les candidats aux prochaines élections présidentielles. Nous pensons qu'il est mal conseillé. Il se perdrait s'il poursuit l'épreuve de force. (...)

Une société française que je ne nommerai pas a récemment bloqué par décision judiciaire environ un milliard de francs pour nous contraindre à régler les travaux entrepris dans la construction d'une centrale nucléaire. Nous étions pourtant disposés à envisager l'acquisition, pour la somme revendiquée, d'autres matériels français. J'ai finalement décidé, après une étude approfondie effectuée par nos experts, de ne pas pénaliser la France. Le comportement politique du gouvernement de Paris est un facteur plus important pour l'avenir de notre économie que la légèreté d'une entreprise. Je suis d'ailleurs en rapport avec le chargé d'affaires français pour régler cette question à l'amiable. (...)

Si ma stratégie politique devait aboutir, l'Europe et le Japon deviendraient les principaux centres économiques du monde. (...)

AZANIE (AFRIQUE DU SUD)

Les «Bantoustans»

Le colonialisme blanc a manœuvré dès le début de la conquête coloniale de manière à diviser le peuple d'Azanie (Afrique du Sud). Depuis plus de vingt ans, maintenant, le gouvernement sud-africain poursuit la mise en place de ses efforts de division. Il s'agit d'un vaste plan de création de véritables réserves africaines appelées « bantoustans ». Le territoire total de ces réserves représente 13 % du pays, alors que la population africaine représente plus de 70 %. Ces réserves sont pauvres, sous-équipées, caillouteuses, dispersées.

« patries » et pour cela met en place des administrations locales qu'il « conseille » étroitement. Chacune de ces « patries » est constituée de plusieurs morceaux séparés. Le tout est dépendant de l'Afrique du Sud économiquement, politiquement et militairement.

La mise en place des Bantoustans a nécessité le déplacement forcé de millions d'Africains dans des conditions inhumaines.

Dès le début, les Africains ont lutté contre cette nouvelle agression contre la Nation azanienne. L'ANC (African national congress) constitué en 1912 sur une base nationale, comme première forme moderne d'opposition politique des Africains, a vigoureusement protesté dès le début contre ce plan. Le PAC (Pan africanist congress of Azania) a engagé une lutte directe contre ce plan, organisant même dès 1962 un attentat (manqué) contre le chef Matanzima mis à la tête du bantoustans Transkei par le gouvernement.

(A suivre)

Chaque Africain est proclamé citoyen de l'une de ces « patries » en fonction de l'ascendance régionale de ses ancêtres, même s'il a quitté cette région depuis longtemps. Dix « patries » africaines sont ainsi artificiellement créées pour diviser le peuple azanien en 10 peuples. Le gouvernement sud-africain promet l'indépendance à ces 10

Une délégation du Congrès panafricain d'Azanie (PAC), composée d'un membre du Comité central du PAC, d'un dirigeant étudiant de l'insurrection populaire de Soweto (en 1976) va séjourner en France du 18 au 26 novembre. Plusieurs MEETINGS vont être organisés à cette occasion :

- Le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;
- Le 22 novembre à Montpellier ;
- Le 23 à Marseille.

Conférence de presse du Docteur Iranpour

Répondant à des questions concernant l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, il a affirmé : « Il n'est pas question de faire de l'occupation d'une ambassade une règle de conduite. Il y avait une très grande ébullition à Téhéran lorsque le fait s'est produit. Khomeiny a dit : « je n'ai pas ordonné cela mais je prends acte de ce qui se passe. Comme le montrent les documents trouvés à l'intérieur, en mon âme et conscience, je ne peux pas appeler ça une ambassade. » A une question sur la nature des documents, le conférencier indique que leur contenu

serait prochainement diffusé et que ceux-ci contenaient, entre autres, des plans devant garantir la sécurité de tous ceux qui avaient joué un rôle important au sein du régime du Shah.

Le docteur Iranpour ajoute : « Khomeiny désapprouve le fait que les gens retenus à l'ambassade US puissent être torturés et tués. Et ils ne le seront pas. Mais il approuve la publication des documents saisis et il ne désapprouve pas l'occupation de l'ambassade US dans la mesure où celle-ci s'est révélée être non seulement un centre d'espionnage,

mais un centre de crimes, de provocations à l'encontre du peuple iranien. Ce sont les Etats-Unis qui ont violé ainsi les principes devant régir les relations entre Etats. »

Selon le Dr. Iranpour, ce qui se passe actuellement en Iran a un caractère de masse et il cite des pétitions pour exiger l'extradition et le procès du Shah qui parviendraient « du fin fond des villages iraniens ».

A une question sur l'arrestation de trois journalistes américains, le docteur Iranpour estime : « Il y a des bavures, mais il n'y a jamais eu autant de liber-

tés en Iran. Il ne s'agit pas de faire un éloge absolu du régime. Mais je dis cela en comparaison de ce qui existait avant. Sous le Shah, certains journalistes ne pouvaient même pas mettre les pieds en Iran. »

En conclusion, le docteur Iranpour a déclaré que l'occupation « très limitée » de l'ambassade britannique - durant quelques heures - s'était produite « à la suite de mauvais traitements infligés à des citoyens iraniens en Grande-Bretagne » et « qu'il n'y aura pas de suites, pas plus que pour l'ambassade de France, qui n'a rien à craindre. »